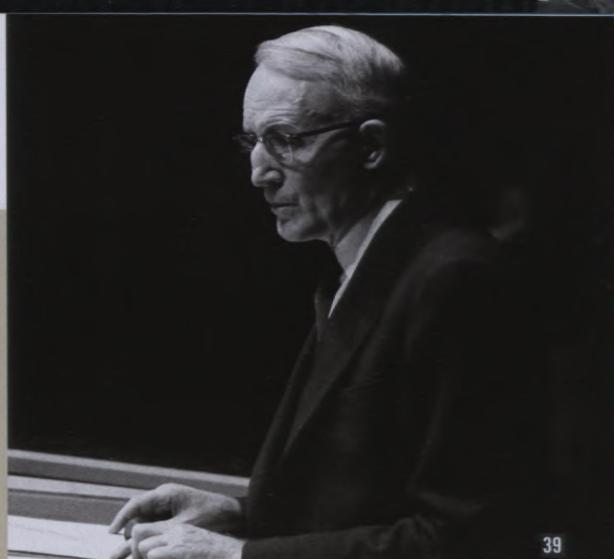




<sup>38</sup> Jules Léger (à gauche), qui devient en 1954 le premier sous-secrétaire francophone du Ministère, en compagnie de Sidney Smith, secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1957 à 1959. (Source : Bibliothèque et Archives Canada, PA-214179)



<sup>39</sup> Howard Green, secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1959 à 1963, devient un ardent défenseur du désarmement nucléaire. Sur cette photo, en novembre 1959, il prononce une allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies sur les effets des radiations atomiques. (Source : Photo des Nations Unies)

M. Diefenbaker prend lui-même les rênes du portefeuille des affaires extérieures jusqu'à ce qu'il trouve un ministre compétent. C'est hors de son caucus qu'il va le trouver, en la personne de Sidney Smith, recteur de l'Université de Toronto, qui jouit d'une réputation de personnage public distingué.

Au départ de Jules Léger pour l'étranger en 1958, M. Smith insiste pour que Norman Robertson, qu'il connaît et respecte, revienne occuper le poste de sous-secrétaire. M. Diefenbaker se méfie des bonnes relations que M. Robertson et M. Pearson, devenu chef de l'opposition, entretiennent depuis longtemps. À l'insistance de M. Smith, M. Diefenbaker finit toutefois par céder. Bien qu'il n'ait jamais gagné la confiance de M. Diefenbaker, M. Robertson jouit de l'estime de M. Smith et de son successeur, Howard Green.

Sidney Smith décède subitement en 1959, avant d'avoir pu réellement s'installer dans ses fonctions. M. Diefenbaker décide de le remplacer par le ministre des Travaux publics, Howard Green, qui a des opinions bien arrêtées sur certains aspects des relations internationales. M. Green est un homme politique expérimenté et un ami intime du premier ministre. Bien qu'il ne partage pas la méfiance de M. Diefenbaker à l'endroit des fonctionnaires, ses décisions ne sont pas seulement guidées par les opinions de son personnel.

De nouvelles priorités – certaines résultant des transformations subies par le système international et d'autres correspondant aux priorités du ministre et du premier ministre – donnent lieu à un cycle de changements organisationnels au Ministère vers la fin des années 1950 et au début des années 1960.

L'importance croissante de l'aide étrangère et les problèmes persistants liés à l'administration des programmes du Canada à l'étranger, dont la responsabilité est répartie entre divers ministères, suscitent des pressions en faveur du changement. En 1960, le Cabinet met sur pied le Bureau de l'aide extérieure, qu'il charge d'administrer plus efficacement les programmes canadiens d'aide à l'étranger et d'élaborer une politique globale. Même si le Bureau de l'aide extérieure est indépendant du Ministère, il relève de l'autorité du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ce qui maintient intact le lien entre la politique étrangère et l'aide extérieure.

Au début des années 1960, le mouvement de décolonisation qui balaie l'Afrique, l'Asie et les Caraïbes a également des répercussions sur les activités du Ministère. Des missions canadiennes sont presque automatiquement créées pour les États membres du Commonwealth désormais indépendants : le Ghana et les États malais (Malaisie) en 1957; le Nigéria en 1960; la Jamaïque, le Tanganyika (Tanzanie) et Trinité-et-Tobago en 1962.